

Madagascar : Andry Rajoelina, l'ex-putschiste qui veut être l' élu

SlateAfrique - Philippe Randrianarimanana – 24/01/13

Après 4 années de pouvoir, Andry Rajoelina veut être président élu de la République de Madagascar. Pas en 2013, mais en 2018. L'homme fort du régime de la Transition malgache aura-t-il la patience?



Andry Rajoelina le 4 septembre 2009 à Antananarivo. REUTERS/Stringer

Andry Rajoelina passe son tour. Le 15 janvier, le président de la Transition à Madagascar annonce solennellement dans la capitale Antananarivo sa non-candidature à l'élection présidentielle de mai 2013.

Quatre jours plus tard, il déclare déjà sa candidature pour 2018 devant ses partisans à Toamasina, le grand port de l'est.

Au pouvoir pendant près de quatre ans de crise politique, Andry Rajoelina, le président malgache, a fait beaucoup de chemin. Mais cela n'a rien d'un conte de fée.

Parti dans la rue à la conquête du pouvoir à Madagascar en janvier 2009, Andry Rajoelina se présente comme le champion de la lutte contre des dérives autoritaires.

En l'espace de trois mois, et avec l'appui d'une partie de l'armée qui s'est mutinée, il accule le président élu Marc Ravalomanana à la démission et à l'exil. L'une des premières décisions de Andry Rajoelina de dissoudre les deux chambres du Parlement élu parachève un coup d'Etat déguisé.

A la direction d'une Haute autorité de Transition à 34 ans, Andry Rajoelina se veut un refondateur de la vie politique à Madagascar.

N'a-t-il pas pris la tête de l'opposition pour mettre fin aux atteintes aux libertés publiques et à la démocratie? Aux conflits d'intérêts entre les affaires de l'Etat et celles d'un président-PDG de Madagascar —dont l'empire aujourd'hui démantelé était basé sur l'industrie agro-alimentaire avec son groupe Tiko, dans la distribution, mais ensuite dans le BTP et, bien sûr, les médias—?

Un politicien pas comme les autres?

Mais Andry Rajoelina est-il si différent des autres présidents malgaches? Expert de la vie politique malgache, le professeur de droit constitutionnel de l'université d'Antananarivo Jean-Eric Rakotoarisoa n'y croit «pas vraiment».

«Au vu de la pratique, il y a un écart entre ce qu'il dit et ce qu'il fait, notamment avec une dégradation économique et sociale, mais aussi sur le plan des libertés d'expression et de la presse ainsi que de la démocratie. Les pratiques antérieures ont persisté.»

Rajoelina est le plus jeune dirigeant que Madagascar ait jamais eu depuis l'indépendance en 1960. Mais il n'est pas le premier à avoir marqué par sa précocité. Didier Ratsiraka, a été propulsé à la présidence à 39 ans, en 1975.

En 2002, Ravalomanana a, lui aussi, donné un coup de jeune à une fonction vieillissante, en succédant à l'âge de 49 ans à un Ratsiraka toujours combattif mais dépassé par le cours de l'histoire.

Rajoelina bat tous les records. Lui l'ancien disc-jockey de la capitale devenu le roi de l'affichage publicitaire ressemble à cette population malgache juvénile.

Tout porte à croire qu'il est un sosie de son pire ennemi, Ravalomanana. Tous deux sont Merina, l'ethnie de la population située sur les Hautes terres centrales de l'île, ils ont fait fortune dans les affaires avant de nourrir des ambitions politiques.

Ravalomanana et Rajoelina ont remporté la mairie d'Antananarivo —fin 1999 pour le premier et fin 2007 pour le second—, base de leur ascension politique, et ont eu le même mentor, l'ancien président par intérim de Madagascar et ex-Premier ministre, Norbert Ratsirahonana, véritable faiseur de roi.

Deux traits significatifs les distinguent voire les oppose. Ravalomanana est protestant —longtemps vice-président de l'église réformée à Madagascar FJKM— et anglophone. Rajoelina est, lui, un catholique et francophone.

Par rapport aux autres, Rajoelina a sans doute un avantage. Il peut compter sur sa jeunesse prometteuse et sur son physique sportif. Difficile de le concurrencer sur ce terrain. Néanmoins, après huit années d'exil en France, la première chose que Didier Ratsiraka a fait à la descente d'avion à Ivato à l'aéroport d'Antananarivo, c'est une série de pompes.

Un homme trop pressé

Andry Rajoelina, que l'on surnomme TGV, est finalement arrivé trop vite. Légalement, il n'avait pas atteint l'âge d'éligibilité à la magistrature suprême fixé à 40 ans. Ce qui explique la nécessité de rédiger une nouvelle Constitution dont l'une des caractéristiques est d'abaisser le seuil d'éligibilité à 35 ans. Du sur mesure.

Mais la Constitution dite de la IV^e République s'appliquera au futur président élu. La transition est, elle, régie par la Feuille de route de sortie de crise, signée par la grande majorité des formations politiques malgaches. Le financement des élections par des bailleurs internationaux est conditionné par son application.

Finalement, en dépit des sanctions internationales matérialisées par la fermeture du robinet des aides extérieures non humanitaires, Andry Rajoelina a tenu quatre ans.

Mais à quel prix? Jamais le pays n'avait connu une crise politique aussi longue.

«Le principal risque est au niveau du social où l'impact est catastrophique. Il sera difficile pour son successeur de procéder à un redressement.»

La corruption déjà enracinée s'est emballée. Les richesses naturelles du pays ont été saignées à blanc, à l'image du trafic du bois de rose qui constitue l'un des plus gros scandales de la Transition. Toutes les espèces protégées dont recèle la Grande Île ont particulièrement souffert, à l'image des lémuriens.

L'insécurité engendrée par la crise n'a fait que s'aggraver et se propager sur tout le territoire. Les personnes, les biens mais aussi les zébus, sont devenus des cibles d'une criminalité ultra-violente, et lourdement armée. La circulation des armes à feu et de guerre est devenue une banalité voire un commerce lucratif.

Face à de tels fléaux, Andry Rajoelina pointe la responsabilité vers les autres: le camp adverse qui aurait cherché à déstabiliser le pays; mais aussi les bailleurs qui auraient fait un chantage aux aides.

Sauf que le régime d'Andry Rajoelina n'a fait aucune concession à l'opposition. Son régime a appliqué la politique qu'il reprochait à son adversaire: interdiction des manifestations publiques de l'opposition et répression par les forces de l'ordre contre celles-ci, détentions politiques arbitraires, et une justice qui n'a pas brillé par son indépendance et par la garantie des droits aux accusés.

Les médias et les journalistes ont été particulièrement menacés en fonction de leur couleur politique. Les poursuites et les intimidations, les procès et les fermetures de médias ont essaimé. L'organisation Reporters sans Frontières a clairement alerté l'opinion publique sur le recul de la liberté de la presse.

La politique du cavalier seul

La décision de TGV de renoncer à être candidat en 2013 a été unanimement saluée, mais elle relève de la nécessité.

«Il n'a pas eu le choix. Il y avait un ultimatum des partenaires financiers et internationaux: l'UE, ONU.»

Douze millions d'euros ont été débloqués par la communauté internationale pour l'organisation des élections peu après le retrait de TGV.

Le calendrier électoral fixé ne pouvait faire l'objet d'une énième remise en cause —les multiples annonces unilatérales par la HAT de scrutins électoraux n'ont jamais été respectées. Il découle d'un accord entre la Commission électorale nationale indépendante de la transition (Cenit) et les Nations Unies.

Mais la dernière proposition de Rajoelina d'intervenir l'ordre des scrutins n'est pas sans semer un certain trouble. L'Union européenne a manifesté son désaccord et insiste pour le respect du calendrier convenu d'un premier tour de la présidentielle le 8 mai 2013 et un second tour le 13 juillet couplé avec les législatives.

Après la déclaration de non candidature à la présidentielle de l'exilé Ravalomanana en décembre 2012, Rajoelina demeure le seul obstacle à la solution prônée par la médiation internationale: le ni-ni.

Ses alliés extérieurs ne peuvent plus soutenir sa politique de cavalier seul. D'ailleurs, TGV reconnaît avoir écouté le conseil de Paris dans une interview à RFI publié au lendemain de l'annonce de sa non-candidature.

«La France l'a lâché. Fabius a été clair. C'est un des facteurs majeurs de sa décision à ne pas se présenter. Il a perdu ses soutiens étrangers», commente Jean-Eric Rakotoarisoa.

Si Rajoelina affirme respecter sa parole donnée le 12 octobre 2010, jusqu'au bout il a adopté une démarche de candidat potentiel.

Candidat au sacrifice

Le renoncement à la présidentielle de 2013 de Rajoelina constitue le véritable lancement de la course électorale: une bataille imprévisible dans un climat qui risque de se durcir.

TGV va lui-même bien au-delà. Dans son discours, il se présente comme l'homme providentiel, «une solution pour la nation», unique en son genre à Madagascar voire en Afrique.

Les élections en 2013 ? Une simple formalité à ses yeux car personne n'est à sa hauteur. Il n'a pas enterré ses ambitions, ni ses prétentions, se disant inspiré par Nelson Mandela et se voyant comme le «De Gaulle malgache».

Son nouveau credo, c'est le sacrifice de sa propre personne. Pourtant, le vrai sacrifice est celui des 22 millions de Malgaches dont la situation n'a fait que se dégrader. Andry Rajoelina en est au moins aussi responsable que Marc Ravalomanana.

Reste que s'il s'est assuré que Ravalomanana soit hors-jeu pour 2013, il n'est sûrement pas indifférent au sort du futur président élu. Les deux derniers présidents à Madagascar ont été condamnés par la justice pendant le régime qui leur a succédé.

Nul ne peut exclure qu'un jour, un audit de sa gestion du pouvoir soit mis en œuvre. Ce que confirme le professeur Rakotoarisoa, «d'autant plus que le régime de la Transition n'est pas concerné par l'amnistie politique qui s'arrête en 2009».

Source : <http://www.slateafrique.com/102247/madagascar-andry-rajoelina-ex-putschiste-qui-se-veut-homme-detat>